

M. QUELCH: Le président de la Commission du blé a fait remarquer qu'il ne s'agit pas tant d'un réel surplus de blé, compte tenu des besoins mondiaux, que d'une question de finance. On peut dire que c'est à l'OAA qu'il incombe de trouver les moyens de répartir le blé entre les peuples qui en ont besoin. L'OAA a bien proposé qu'on établisse un comptoir international à cet effet, mais la proposition a été rejetée. La Commission du blé a-t-elle été consultée en ce qui concernait la participation du Canada à un tel comptoir international?

Le TÉMOIN: Non, nous n'avons pas été consultés à ce sujet.

M. JUTRAS: Il est bien possible que ce soit surtout une question de finance, mais ce n'est tout de même pas uniquement une question de finance. Si ces pays n'ont pas l'argent pour acheter le blé que nous leur offrons, c'est surtout parce que leur production n'est pas suffisante pour leur permettre d'obtenir les dollars nécessaires. En fin de compte, le problème se réduit à une question de production.

M. QUELCH: Oui, mais pas entièrement. Lorsqu'on nous a dit que les pays ne pouvaient acheter les produits que nous avons à leur vendre, le ministre des Finances a proposé que nous échangeons nos produits contre les leurs.

M. JUTRAS: Je ne veux pas entamer une discussion à ce propos. Le ministre des Finances a bien fait certaines recommandations à l'industrie du pays, mais il n'a pas préconisé une politique d'ensemble à cet égard. S'il existait une telle politique, nous nous heurterions à la même difficulté. Ces peuples produisent très peu et ils veulent obtenir une grande quantité de blé en échange d'une quantité très restreinte de produits. Quelque soit la méthode de financement adoptée, nous ne pourrions jamais obtenir suffisamment de dollars en vendant une petite quantité de produits pour acheter une grande quantité de blé. La seule solution consisterait à obtenir que les pays concernés augmentent leur production afin de pouvoir obtenir des quantités importantes de blé en échange de leurs produits. Cette question de production a été expliquée maintes fois. Si la production industrielle est peu élevée le niveau de vie est également très bas.

Ce que j'essaie de faire comprendre, c'est qu'il est trop facile de dire qu'il s'agit simplement d'une question de finance et que si nous pouvions tous nous entendre, nous disposerions des fonds nécessaires. Si les autres pays n'ont pas de produits à nous donner en échange de notre blé, ils ne peuvent en avoir que si nous le leur donnons.

M. QUELCH: C'est bien ce que je pense, mais n'oublions pas que nous avons créé diverses organisations internationales et que nous l'avons fait pour éviter à tout jamais que des denrées soient détruites ou que la production soit diminuée alors que le monde a besoin de ces denrées et de cette production. Malgré cela, nous nous trouvons une fois de plus en face d'une telle situation. Le président a fait remarquer qu'en réalité il n'y avait pas d'excédent de blé. On a besoin de tout le blé produit, mais la difficulté réside dans le fait que les organisations internationales n'ont pas encore trouvé le moyen de le répartir selon les besoins.

M. JUTRAS: Il convient de dire, en toute justice, que le programme d'assistance technique qui se forme actuellement s'attaque réellement au point fondamental du problème. Peut-être parviendra-t-il à le résoudre comme il se le propose.

M. QUELCH: L'OAA était sensé le résoudre, mais les pays n'ont pas voulu accepter ses recommandations.

Le PRÉSIDENT: Je crois que nous ferions mieux de nous remettre à l'étude du rapport.